

# NOUVELLE BIOGRAPHIE NATIONALE

15



ACADÉMIE ROYALE  
DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS  
DE BELGIQUE

2020



# E

**EYSKENS, Gaston**, François, Marie, vicomte (c. 1973), économiste, professeur d'université, homme politique, né à Lierre le 1<sup>er</sup> avril 1905, décédé à Louvain le 3 janvier 1988.

Enfant unique né dans le milieu de la petite bourgeoisie libérale de Lierre, aux racines campinoises, Gaston Eyskens confiera plus tard que, jusqu'à l'éclatement de la guerre en 1914, sa prime jeunesse fut pour ainsi dire une période sans nuage. Son père, Antonius Eyskens (1875-1947), est représentant de commerce attaché à l'entreprise familiale de textile, dont la fondation remonte au grand-oncle de Gaston. Sa mère, Maria Voeten (1873-1960), avait pour père Adrianus, natif d'Etten-Leur, près de Bréda, tandis que sa mère, née Van Dunnegem, provenait de la région d'Anvers. Marqué par les mouvements de troupes belges en août 1914, Gaston part peu après avec sa mère aux Pays-Bas restés neutres. Il y apprend la peinture qu'il pratiquera jusqu'au décès de son épouse. Son père s'est engagé volontaire dans l'armée belge.

Revenu à Lierre à la fin des hostilités, Gaston Eyskens fait ses humanités à l'Athénée royal de sa ville natale. Il s'inscrit ensuite à l'Université catholique de Louvain, encore unitaire, où la plupart des cours sont dispensés en français. Sa pratique de cette langue s'affermirait, se précise au contact de ses professeurs. En 1930, il se perfectionne en allant enseigner à l'École supérieure de secrétariat de Bruxelles, encouragé par Paul Van Zeeland. Il garde de cette langue une parfaite maîtrise, à la fois élégante, un zeste doctorale et d'une clarté limpide.

Docteur en sciences commerciales et en sciences sociales et politiques en 1926, il bénéficie au cours de ses études d'une bourse du ministère du Travail et de l'Industrie, lui permettant de mener une recherche sur la question du chômage en Grande-Bretagne. Ce tro-

pisme anglo-saxon prend une nouvelle forme deux ans plus tard, lorsqu'il obtient, aux côtés de Jan Albert Goris (dit Marnix Gijsen), une bourse de la *Commission for Relief in Belgium*, grâce à laquelle il part aux États-Unis. Sorti de l'Université de Columbia en 1927 avec un *master of science* en poche, mais aussi de celle de Chicago, il décroche en 1930 une licence en sciences économiques à son retour à Louvain. Eyskens bénéficie d'un mandat d'aspirant du Fonds national de la recherche scientifique avant de basculer en 1931 sur un poste d'assistant à l'Institut de sciences économiques de Paul Van Zeeland et Léon Dupriez. Il publie en 1929 un livre consacré au *Port de New-York dans son rôle économique*, salué par le géographe Albert Demangeon. Ce goût orienté vers l'Atlantique est contrebalancé par un séjour de recherches effectué en 1930 à l'Institut des hautes études internationales de Genève. En 1931, un an après avoir obtenu sa thèse d'agrégation en sciences commerciales et économiques sur le port de New-York, il en soutient une autre en sciences sociales et politiques : *De Arbeider en de Bedrijfsleiding in Amerika*. Nommé à la rentrée *docent* à Louvain, il y obtient le titre de professeur en 1934. Il enseigne les finances publiques, le crédit et les questions monétaires dans une université où les centres d'études économiques se sont multipliés, quitte à se chevaucher.

Cette trajectoire de fort en thème, élevé dans un milieu libéral et peu frotté aux enjeux du mouvement flamand, se mâtime d'une rupture intellectuelle avec son milieu. Il s'implique dans les combats communautaires et dans ceux du catholicisme. Dès ses études, membre du Christelijke Arbeidersbeweging, du Sociale Studiekring der Vlaamse Studenten, il s'engage dans le Katholiek Vlaams Hoogstudenten Verbond. Il participe activement aux débats relatifs à la flamandisation

de l'Université de Louvain. La création de plusieurs cursus en néerlandais fait partie des réclamations obtenues. Membre du bureau du Katholieke Vlaamsche Landbond (KVL), souhaitant fédérer les divers faisceaux du mouvement flamand, il intervient à son congrès de 1933 pour traiter du facteur économique dans la question flamande. Il anime dans cet esprit de concentration le périodique *Nieuw Vlaanderen*. Influencé par la figure de l'économiste Lodewijk de Raet, la croissance économique de la Flandre mais aussi la flandrisation d'organes parastataux l'intéressent au premier chef. Au sein du KVL, Eyskens anime la commission consacrée à une issue fédéraliste pour le pays, prône un temps un rapprochement avec le Vlaams Nationaal Verbond, et ne tarde pas à grimper les échelons au sein du Parti catholique, dualisé (mais non scindé) en 1936 sous son impulsion, entre Parti catholique social et Katholieke Vlaamsche Volkspartij. Il intègre le Voorlopig Directorium de ce dernier. Cet engagement est indissociable de son entrée dans l'arène politique et de sa carrière académique. Il devient en 1930 professeur à la Centrale Hogeschool voor Christelijke Arbeiders à Heverlee. C'est par le biais de cette institution qu'il croise des noms qui comptent ou vont compter, tels que Edmond Rubbens, Paul-W. Segers ou Gust Cool. Il y est impliqué jusqu'en 1970. C'est un réel port d'attache pour Eyskens.

Lors des élections législatives de 1932, il est inscrit sur la liste de la Katholieke Unie à Louvain. Il est appelé en 1934-1935 pour être le chef de cabinet du ministre des Travaux publics Philip Van Isacker puis de son collègue du Travail et de la Prévoyance sociale, Edmond Rubbens. En 1937, il est approché lors de la constitution du cabinet libéral de Paul-Émile Janson qui souhaite lui confier les Affaires économiques. Eyskens décline, ne croyant pas – il a raison – à la pérennité de ce gouvernement, et préférant se consacrer à son enseignement. Il n'en demeure pas moins un économiste dont le statut est rehaussé d'importance dans le contexte d'un après-guerre marqué au coin des réparations, des dettes interalliées mais aussi de la crise économique mondiale de 1929. Il consacre des études aux causes du krach, au chômage, aux limites du libéralisme économique, mais aussi à la conjoncture économique du Congo belge.

Élu député de Louvain suite aux élections législatives d'avril 1939, il fait partie des quelques personnalités de la majorité qui s'abstiennent au début de 1940, à la Chambre, lors du vote du projet de loi « pour la défense des institutions nationales » ; celle-ci vise à réprimer l'action des communistes et du VNV (Vlaamsch Nationaal Verbond) qui menace l'indépendance de la Belgique. Eyskens y voit une menace pour le mouvement flamand et se met ainsi en porte-à-faux vis-à-vis de l'exécutif. Séduit en mai 1936 par une « neutralité digne » du pays, il ne tarde pas à s'en détacher. En cas de guerre, il s'attend à un scénario calqué sur celui d'août 1914 ; c'est pourquoi il pare au plus pressé afin d'assurer un repli familial potentiel : il loue à cet effet une petite villa à Coxyde. Le 14 mai 1940, les Allemands arrivent aux abords de Louvain. Le retrait vers le littoral s'impose. Le 22 mai, l'avancée ennemie semble irrésistible. La fuite en France est décidée, ainsi que l'achat d'une vieille Ford T, dont les caprices mécaniques rythment l'exode et le retour en Belgique quelques semaines plus tard. Comme bien d'autres réfugiés, la famille subit les attaques en piqué des Stukas et doit plus d'une fois dévaler sur les bords des routes de France. Le 28 mai, dans un petit café, Eyskens apprend la capitulation du roi. Le surlendemain, il assiste à la réunion chaotique du Parlement à Limoges. Il vote la motion s'opposant à la capitulation de Léopold III. Il passe ensuite quelques semaines à Castelnaud-Montratier, près de Cahors, avant de retrouver la Belgique. Ne sachant pas si son université reprendra sa vie normale et détenteur d'un diplôme de Columbia, il hésite à rejoindre les États-Unis.

Le jeune député se sent en adhésion avec le gouvernement belge en exil à Londres, non sans revenir en Belgique dès août 1940, à l'instigation du cardinal Van Roey, afin de maintenir à Louvain un état d'esprit patriotique. La peur de voir l'*Alma Mater* sombrer dans la collaboration joue à plein dans cette décision. Cependant, dès son arrivée, il apprend du recteur que les autorités allemandes l'ont révoqué de son enseignement étant donné qu'il a participé à la réunion de Limoges. Rapidement réintégré, il poursuit son activité universitaire. Il participe à des réunions clandestines portant sur les enjeux de la réorganisation sociale et

économique du pays après la guerre. Dès 1943, le durcissement radical du sort des Juifs le révolte. Il n'a pas de mots assez durs à l'égard des Flamands ayant versé dans la collaboration, les éditeurs de *Volk en Staat* et autres membres du VNV.

Dès la Libération, Eyskens reprend ses activités politiques. Le 5 septembre 1944, au retour du gouvernement belge de Londres, il rencontre ses membres, dont Auguste de Schryver, avec lequel il entretiendra une amitié sans faille, et dont la position de force au sein du Parti social-chrétien en voie de réorganisation est incontestée. Cette situation permet à Eyskens d'être aux premières loges de la fondation du nouveau parti et de la rédaction du *Programme de Noël* de 1945. Ces mois de reconstruction sont encore soumis aux terreurs de la guerre ; l'offensive des Ardennes de l'hiver 1944-1945 et les salves de V1 et de V2 qui l'accompagnent ne manquent pas de causer des nuits blanches à la famille Eyskens. En février 1945, Eyskens est appelé par le socialiste Achille Van Acker, nouveau Premier ministre, afin de se charger du portefeuille des Finances. C'est là sa première fonction ministérielle, prétexte à un article-portrait du *Face à main*.

Membre d'un gouvernement comptant des ministres communistes, Eyskens est peu soutenu par son parti. Il est confronté à une situation économique d'une grande gravité. Il succède à Camille Gutt – à l'égard duquel il ressent une franche admiration – et à sa bien connue « Opération », en vertu de laquelle les comptes en banques ont été gelés un certain temps, les liquidités n'ont été remises en circulation que de manière progressive et les collaborateurs économiques ont perdu tous leurs bénéfices de guerre, frappés par un impôt, touchant également les grandes fortunes. Eyskens poursuit cette politique, non sans s'attirer quelques foudres de la frange conservatrice de son parti.

Il partage l'expertise économique au PSC-CVP avec Paul Van Zeeland. Leurs relations n'ont jamais été chaleureuses. Van Zeeland incarne la bourgeoisie francophone, il a été impliqué dans l'affaire de la cagnotte de la Banque nationale qui a mis fin à son gouvernement en 1937, il est partisan de la rigueur budgétaire. Le facteur générationnel mâtiné d'esprit de concurrence dans le même domaine à l'Université de Louvain amène Eyskens

à se confronter à Van Zeeland lors de leurs réunions. La tension sera plus nette en 1949, lorsque Van Zeeland intègre un gouvernement dirigé par son ancien étudiant avec lequel il diverge quant à l'issue à donner à la Question royale. Il l'estime trop tiède à l'égard de la cause de Léopold III.

Le 2 août 1945, Eyskens quitte le gouvernement en raison des divergences croissantes entre libéraux et socialistes, opposés au retour du roi en Belgique, et les PSC-CVP, favorables à celui-ci. Il retrouve les Finances en mars 1947, dans la coalition emmenée par Paul-Henri Spaak. Son étoile monte. La victoire de son parti aux élections législatives de juin 1949 le met sur le devant de la scène après les échecs successifs des missions d'information de Paul Van Zeeland et de Frans Van Cauwelaert. Il est appelé par le prince régent afin de diriger le cabinet. Il est Premier ministre pour la première fois. S'alliant aux libéraux, il réunit les conditions nécessaires à l'organisation d'une consultation populaire, sur initiative parlementaire, en vue d'arrêter une décision finale relative au retour du roi, retiré en Suisse. La consultation du 12 mars 1950 aboutit à une majorité favorable à ce retour, malgré une claire rupture entre parties francophone et néerlandophone du pays, cette dernière étant, au contraire de la première, favorable à ce retour. Pour beaucoup, Léopold III devient le « Roi des Flamands ». Devant l'opposition permanente des libéraux à cette solution et suite à des entretiens peu concluants entre Eyskens et le roi, le Parlement est dissous en mai et de nouvelles élections sont organisées. Refusant d'être reconduit dans sa fonction, par crainte de luttes intestines encore accrues, Eyskens accepte les Affaires économiques et cède sa place au PSC Jean Duvieusart, léopoldiste convaincu. Arrivé sur le sol belge le 22 juillet, Léopold III s'entretient avec plusieurs décideurs politiques. Eyskens est frappé par le caractère anachronique de l'attitude du roi, distant avec les ministres, même léopoldistes, et contrastant avec un régent qui sait enrober d'un climat chaleureux un entretien politique. Suite aux grèves insurrectionnelles attisées par la mort de quatre manifestants à Grâce-Berleur et après sondage de plusieurs formules, Léopold III convoque le conseil des ministres, non sans espérer retrouver sa fonction.

Lors de la « nuit de Laeken » (31 juillet-1<sup>er</sup> août 1950), à haute tension, Jean Duvieusart, devant l'inflexibilité du roi, menace de démissionner. Réalisant alors qu'un compromis autour de lui est impossible, Léopold III accepte le principe de l'abdication et le transfert de ses fonctions à son fils aîné, Baudouin. La Question royale trouve son issue. Gaston Eyskens quitte le gouvernement dirigé par le catholique léopoldiste Joseph Pholien, qui laisse la place au PSC Jean Van Houtte puis au cabinet socialiste-libéral Van Acker-Libaert (1954-1958). Ces huit années représentent la première traversée du désert de Gaston Eyskens.

Eyskens redevient simple député. Il s'installe rue de Namur, toujours à Louvain, face à l'église Saint-Michel, où il cultive son jardin, au sens propre comme au figuré. Ce dernier est un dérivatif puissant, à une époque où ses relations avec le PSC-CVP ne sont pas au beau fixe. En effet, le parti met sur pied une commission d'enquête, dirigée par Michiel Vandekerckhove, ancien étudiant d'Eyskens, chargée d'évaluer le degré d'adhésion de certains de ses membres à l'égard de la cause de Léopold III. Un parfum d'épuration flotte dans l'air. Eyskens se voit accusé d'une trop grande tiédeur royaliste. Les lettres d'injures abondent. Les auditions de religieuses franciscaines de Louvain tendent à donner des Eyskens l'image de gens « orgueilleux », enrichis et atlantistes. L'homme est meurtri par les siens. Il dénonce des « procédés dignes de la Gestapo » lorsque ses propos tenus à Van Cauwelaert et Gillon, en néerlandais, dans un restaurant de Genève, sont rapportés au secrétaire du roi Jacques Pirene. Il est soumis à un interrogatoire serré. Si Eyskens n'a jamais été un pourfendeur acerbe du roi, il considère toutefois que celui-ci a commis de nombreuses maladroites à l'égard du monde politique. Durant l'été ou l'automne 1945, il écrit, dans une note inédite (inconnue de la commission), que le roi doit « s'effacer », au risque de voir la Belgique devenir « un pays balkanique ». L'ingérence de Léopold III dans plusieurs affaires, qui amène en 1957 *Le Flambeau* à dénoncer la « Dyarchie », incitera Eyskens, revenu aux affaires, à lui demander en mai 1959 de quitter Laeken pour Argenteuil, afin de laisser le champ libre au roi Baudouin.

Sollicité par Pholien pour reprendre les Affaires économiques, mais n'ayant aucun

goût du pouvoir pour lui-même, il décline la proposition, s'estimant trop faible au sein de son parti. Chargé à l'issue des élections d'avril 1954 de mener les négociations pour la formation du gouvernement, il doit renoncer à aller plus loin en raison de certains faux pas commis par Théo Lefèvre. Un cabinet socialiste libéral prend les rênes du pays pour quatre ans. Eyskens s'oppose à la réforme de la loi scolaire engagée par le ministre socialiste de l'Instruction publique Leo Collard. Considérée discriminatoire à l'égard de l'enseignement catholique, elle déclenche la seconde guerre scolaire.

Chef du groupe parlementaire PSC-CVP en pleine cure d'opposition, Eyskens est surtout préoccupé par la situation économique du pays, mais il se trouve rapidement confronté à la question de la décolonisation du Congo belge. Suite aux élections législatives de 1958, il est nommé Premier ministre pour la deuxième fois, à la tête d'un gouvernement PSC-CVP minoritaire. Il est de suite convaincu de la nécessité d'accorder l'indépendance au Congo. Le processus est accéléré suite aux émeutes de Léopoldville en 1959. En janvier-février 1960, des négociations sont menées à Bruxelles avec des leaders politiques congolais au cours de nombreuses réunions dites « tables rondes ». Eyskens se rend avec le roi Baudouin à Léopoldville pour assister aux cérémonies d'accession du Congo à l'indépendance le 30 juin 1960. Le discours critique imprévu du Premier ministre Patrice Lumumba choque la délégation belge ; ulcéré, Eyskens menace d'annuler tout accord de coopération et demande à Lumumba de revenir sur ses paroles dans un banquet, en petit comité. Mais cinq jours plus tard, la Force publique se mutine, les violences se déchaînent au Congo et le Katanga déclare sa sécession. Méfiant à l'égard des desseins révolutionnaires de Lumumba, Eyskens informe le président Joseph Kasavubu qu'en vertu de la nouvelle Constitution, il lui est permis de destituer son Premier ministre ; la décision est prise le 5 septembre 1960. La crise congolaise isole la Belgique sur le plan international. Le 4 août 1960, Van Zeeland, estimant que le gouvernement ne possède plus une légitimité suffisante, se propose pour constituer un cabinet d'affaires avec Spaak. Eyskens se voit opposer deux concurrents de choix à la dignité de

sauveur. Le 5 août, le roi Baudouin convaincu par cette option le convoque. Le roi suggère la démission du gouvernement dans les quarante-huit heures. Mais l'absence de soutien socialiste à cette combinaison la fait échouer. Passablement piqué par cette volonté de le mettre sur le pavé et craignant une crise de régime, Eyskens refuse de démissionner et rappelle au roi son droit constitutionnel de le révoquer. Le 2 septembre, une décision médiane est prise : le cabinet est remanié.

Vient ensuite l'épreuve socio-économique. Depuis le redressement remarquable de l'après-guerre, Eyskens ne peut que s'inquiéter de la perte de compétitivité de la Belgique. Avec le Centre d'études économiques de Louvain, il rédige un « plan clé » pour le programme du parti lors des élections législatives de 1958. Celui-ci, rapidement rebaptisé « loi unique », prescrit des restrictions budgétaires dans la fonction publique, l'enseignement, la défense mais aussi une augmentation de plusieurs impôts, destinée à faire rentrer près de sept milliards de francs dans les caisses de l'État. Ce remède de cheval est rapidement surnommé « loi inique » par ses opposants. L'hiver 1960-1961 voit la cristallisation de l'ensemble des tensions générées par cette loi et l'explosion de grèves qui paralysent le pays durant plusieurs semaines. La Wallonie est la plus touchée. Les syndicats soutiennent le mouvement. Le secrétaire-général de la FGTB André Renard devient le symbole d'une lutte sociale qui, au cours du mois de décembre, prend la tournure d'un combat doublé par l'enjeu fédéraliste. Il s'agit là, après la Question royale, de la deuxième grande affaire nationale qu'Eyskens doit gérer depuis le Lambermont, transformé en bunker. On craint tout débordement, sinon un attentat. Début janvier 1961, les manifestations dégénèrent à Liège, causant plusieurs victimes. Eyskens passe ses jours et ses nuits à recevoir les différents acteurs politiques et sociaux ; il intervient régulièrement en radio et à la télévision, afin d'expliquer les enjeux de la loi. Il est en lien permanent avec le roi. Le 13 janvier, rompu de fatigue et de stress, il tombe de son siège à la Chambre, victime du syndrome de Ménière. La loi est votée ce jour-là en son absence ; elle entre en vigueur le 14 février et sera appliquée de façon progressive. Le PSC-CVP estime qu'une dissolution du

Parlement irait dans le sens d'un renforcement des sociaux-chrétiens qui ont tenu bon dans la tempête hivernale. Eyskens présente la démission du gouvernement le 17 février. Un scrutin est organisé cinq semaines plus tard. Contre ses pronostics, le parti recule.

Sur cet échec personnel, Eyskens doit subir les bruits, bel et bien vérifiés, selon lesquels Théo Lefèvre, avec lequel il n'a pas toujours les meilleures relations, se démène en coulisses afin de convaincre Spaak de quitter le secrétariat-général de l'OTAN et de former avec lui une coalition travailliste PSB-PSC-CVP. Le gouvernement Lefèvre-Spaak est mis sur les rails en avril. Eyskens est une fois de plus mis à l'écart, non sans un goût de cendre. Cette deuxième traversée du désert dure jusqu'aux élections de 1965, véritable désaveu du gouvernement, critiqué suite à plusieurs décisions fiscales impopulaires. Le nouveau Premier ministre, le PSC Pierre Harmel, appelle Eyskens (sénateur de Louvain de 1965 à 1973) au département des Finances, avant que celui-ci ne soit une quatrième fois nommé Premier ministre, de 1968 à 1972.

La crise de l'Université de Louvain de 1968 est un peu l'affaire d'Eyskens, au regard de sa vie et de ses engagements depuis sa jeunesse. Un cycle se boucle pour lui et pour la Belgique. Le PSC Paul Vanden Boeynants dirige le gouvernement. Pour Eyskens, aux premières loges des péripéties, les abus de langage anti-francophones ont quelque chose de choquant, tandis que le transfert d'une aile francophone au sud de la frontière linguistique lui semble inévitable. Après plusieurs mois de silence, il abat son jeu. Lors d'une réunion au syndicat chrétien, il propose un plan en douze points, allant dans le sens du transfert. Cela étant, le *Standaard* refuse de soutenir sa proposition, jugée trop tardive et opportuniste sur le plan politique. Perdant la confiance des Flamands à la Chambre en février 1968, Vanden Boeynants est acculé à la démission ; le roi avance avec fermeté le nom d'Eyskens, prêt à gouverner avec les socialistes au contraire de son prédécesseur. Eyskens bénéficie d'un atout décisif : le soutien d'André Cools.

Cette coalition, pour laquelle le dossier dominant est le volet communautaire, a pour œuvre principale la pose des premiers jalons de la fédéralisation de l'État. Dès 1968, deux

ministères des Relations communautaires sont créés afin de clarifier les enjeux des futures autonomies. À la demande d'Eyskens, le « Groupe des XXVIII », constitué en 1969 de décideurs politiques venus de tous les bords, rédige une note de synthèse portant sur les « articles communautaires de la Constitution ». Le 18 février 1970, Eyskens prononce un discours historique à la Chambre, basé sur cette note, annonçant la fin de « l'État unitaire », « dépassé par les faits ».

En décembre 1970, au terme de mois d'innombrables contacts avec les différents groupes de l'opposition, de campagnes dans les médias, de débats houleux, Eyskens remporte ce qu'il considère comme sa plus grande victoire parlementaire. La première étape de la réforme constitutionnelle est franchie. Trois communautés culturelles sont reconnues (française, flamande, allemande) ; la composition et les pouvoirs des conseils des communautés culturelles française et flamande sont définis. Trois régions, Flandre, Wallonie, Bruxelles, sont créées ; leurs institutions et leurs pouvoirs sont à préciser par des lois votées au Parlement à des conditions de majorité spéciales. La poursuite de la réforme de l'État se révèle particulièrement ardue. Suite aux élections de novembre 1971, Eyskens est reconduit début janvier 1972 à la tête d'une coalition social-chrétienne-socialiste. En novembre 1972, se sentant incapable de démêler l'imbroglio communautaire autour des Fourons, il présente sa démission au roi et annonce la fin de sa vie politique.

Sa vie active ne se termine pas pour autant. Il poursuit son enseignement à la KUL (Katholieke Universiteit Leuven) et entreprend, avec la collaboration de Jozef Smits, la rédaction de ses mémoires consacrés à sa vie politique. Membre de la Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten, il donne de nombreuses conférences, principalement sur des problèmes économiques.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le patronat et les banques en particulier, doivent adopter un profil bas suite aux accusations de collaboration et aux menaces de nationalisation. Le renforcement du système réglementaire et la concurrence des institutions publiques de crédit incitent les banques à recruter d'anciens ministres pour bénéficier

de leur expérience et de leurs réseaux de relations avec les pouvoirs publics. En 1973, Eyskens est nommé au conseil d'administration de la Kredietbank avec laquelle il entretient des relations de longue date. Aux côtés de Robert Henrion, président de la Société générale de banque, il joue un rôle clé dans la signature en 1974 du protocole sur l'autonomie bancaire négocié entre la Commission bancaire et les banques, malgré les revendications des socialistes de légiférer en la matière. Il accède alors à la présidence du conseil d'administration de la Kredietbank où il œuvre avec autorité à sa réorganisation. Atteint par la limite d'âge, il quitte cette fonction en 1980.

Gaston Eyskens s'est forgé une figure de pédagogue politique, d'homme au langage clair, prudent, méfiant à l'égard de l'émergence de la télévision, souhaitant maîtriser au maximum sa prise de parole publique afin de conserver la confiance de ses interlocuteurs lors des négociations en coulisses. Homme de parole, il est reconnu pour son respect absolu de la confiance. Son ton professoral, un peu docte, est connu des Belges. Sa taille et sa détermination ont poussé certains satiristes ou adversaires politiques à le comparer à Napoléon. Sa manière de reculer son visage en arrière, les yeux presque fermés pour mieux riposter, de dire calmement « hé là ! » à un interlocuteur qu'il estime outrecuidant, d'ôter ses lunettes au moment de préciser sa pensée, comme pour marquer une ponctuation physique à son propos, ne manquent pas de forger sa figure d'homme pondéré, redoutable négociateur, capable de réformes, inquiet devant les conservatismes, les populismes, habitué à négocier avec les milieux libéraux. On lui attribue, non sans justesse, la qualité de Cincinnatus de la politique belge. Parfois durement contesté au sein de son parti, ce militant flamand raisonnable trouve souvent un esprit d'équipe chez les libéraux et les socialistes. La participatie n'a pas ses faveurs ; l'ingérence d'un chef de parti dans un gouvernement où il compte des coreligionnaires lui est insupportable. On lui reconnaît une capacité à la maïeutique, à faire entrer la Belgique dans de nouvelles phases, à passer des cataractes qui demandent doigté mais aussi fermeté, sinon courage physique. Il fluidifie les situations, décongestionne les crises, et laisse à d'autres, à son corps défendant parfois, un pays remis

sur ses rails, après un épisode traumatique. Économiste passionné par les relations internationales, il renforce dès 1968 le pouvoir du Premier ministre sur les Affaires étrangères et a une tendance à valoriser les grands ministères.

Malgré une maladie respiratoire, son activité intellectuelle n'est guère altérée ; il dicte des lettres jusqu'à son avant-dernier jour. Son enterrement donne lieu à des funérailles nationales qui témoignent de la marque laissée par cet homme réputé pour son honnêteté, pour un sens de l'État reconnu par ses adversaires politiques et pour son rôle majeur de réformateur de la Belgique contemporaine.

Gaston Eyskens épouse le 11 avril 1931 Gilberte De Petter (1902-1981). Sœur du dominicain D.M. De Petter, fondateur du *Tijdschrift voor Filosofie*, son père a été un collaborateur de l'homme politique catholique Prosper Poullet. Ils ont deux fils : Mark Eyskens (1933-), professeur de la faculté des Sciences économiques de la Katholieke Universiteit Leuven, Premier ministre, ministre d'État, et Erik Eyskens (1935-2008), professeur à la faculté de Médecine de la même Université.

Archives générales du Royaume (Archives de l'État, à Leuven), Fonds Gaston Eyskens, 1926-1987 (62,30 mètres linéaires et 3,90 mètres de suppléments versés, dont les originaux sont déposés au KADOC) ; M. Therry, *Inventaris van het archief Gaston Eyskens (1905-1988)*, Bruxelles, 2001. – *Télé-mémoires : G. Eyskens*, émission présentée par H.-F. Van Aal, RTBF, 17 janvier 1985.

P. Van Molle, *Het belgisch Parlement 1894-1969*, Gand, 1969, p. 142. – L. Tindemans, *Dagboek van het werkgroep Eyskens*, Lierre, 1973. – M. Loeys, *Professor Dr. Gaston Eyskens, vierenvertig jaar hoogleraar*, dans *Liber amicorum Gaston Eyskens*, Louvain, 1975, p. 17-25. – L. Tindemans, *Open Brief an Gaston Eyskens*, Tielt, 1978. – I. Weber, *La sécession du Katanga et le gouvernement Eyskens*, mémoire de licence en histoire, présenté à l'UCL, 1980-1981. – G. Eyskens, J.-C. Ricquier, *Le vicomte Eyskens : souvenirs et commentaires*, dans *Revue générale*, octobre 1983, p. 3-15. – G. Durant, *Minister van Staat Gaston Eyskens: een biografie*, Zele, 1983. – H. Van der Wee, M. Verbeyt, *Mensen maken Geschiedenis. De Kredietbank en de Economische Opgang van Vlaanderen 1935-1985*,

Bruxelles, 1985. – H. Simonet, *Je n'efface rien et je recommence*, Bruxelles, 1986, p. 75. – J. Gérard-Libois, 1950 : *L'effacement de Léopold III. Tempête au PSC-CVP*, dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1169-1170, 1987, p. 1-59. – J. Gérard-Libois, *Gaston Eyskens. Exercices du pouvoir et traversées du désert*, dans *ibid.*, n° 1181, 1987, p. 1-32. – G. Eyskens, J. Smits, M. Eyskens, *Het laatste gesprek: herinneringen aan veertig jaar politiek leven*, Kapellen, 1988. – H. Gaus, *Politiek biografisch lexicon*, Anvers, 1989, p. 409-442. – G. Eyskens, *De Memoires*, Tielt, 1993 (traduction en français, Bruxelles, 2012). – P. Harmel, *Temps forts*, Bruxelles, 1993. – J. Van Waterschoot, *Gaston Eyskens, In de tent van de veldheer: Een visie op Gaston Eyskens*, Roeselare, 1993. – V. Dujardin, *Belgique 1949-1950. Entre Régence et Royauté*, Bruxelles, 1995. – V. Dujardin, M. Dumoulin, *Paul Van Zeeland. 1893-1973*, Bruxelles, 1997. – W. Soetewey, *De waarheid of zijn verhaal: een historische studie van de memoires van Gaston Eyskens*, Louvain, 2003. – V. Dujardin, *Pierre Harmel. Biographie*, Bruxelles, 2004, p. 426-431. – X. Dejardin, *La crise du Parti social-chrétien (août-septembre 1950) : le prétexte de la Question royale ?*, dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXXV, 2-3, 2005, p. 279-304. – V. Dujardin, M. Dumoulin, *L'union fait-elle toujours la force ? (Nouvelle histoire de Belgique 1950-1970)*, Bruxelles, 2008. – M. Eyskens, *À la recherche du temps vécu. Mes vies*, Bruxelles, 2010. – G. Kwantes, *Le PSC-CVP et la Grande grève*, dans B. Francq, L. Courtois, P. Tilly (dir.), *Mémoire de la Grande grève de l'hiver 1960-1961 en Belgique*, Bruxelles, 2011, p. 221-230. – S. Van Langendonck, *Eyskens: Vader en zoon: een dubbelportret*, mémoire de master en histoire, présenté à la KU Leuven, 2013-2014. – M. Conway, *Les chagrins de la Belgique. Libération et reconstruction politique 1944-1947*, Bruxelles, 2015, p. 223-224. – J. Wilson, *Robert Triffin. Milieux académiques et cénacles économiques internationaux (1935-1951)*, Bruxelles, 2015. – G. Kurgan-van Hentenryk, *Banquiers et politique. Une mise en perspective*, dans *La Thérésienne*, n° 1, 2018.

Vincent Genin

*Illustration* : Planche XI, face à la page 160.  
Gaston Eyskens, vers 1958.